

trouvait que c'était un peu fort quand même.

C'est vrai que c'est un problème global, politiquement. C'est un problème qui concerne non seulement les NMPP mais toute la profession, parce que ça remet en cause la péréquation, la distribution de la presse demain etc. On voit dans le conflit du *Parisien libéré* que les mouvements de grève des autres secteurs de l'impression des autres entreprises de presse ne se sont pas faits les premiers jours. Ils avaient déjà décidé au Comité inter à ce moment-là de faire d'abord des actions sur le groupe Amaury. Ils se sont fait un peu avoir parce qu'ils ne pensaient pas qu'Amaury aurait les moyens de monter si vite des imprimeries avec du matériel en quelques semaines, mais ils avaient décidé de faire des actions d'abord sur le groupe Amaury sans arrêter la parution du titre. Ils ont ensuite arrêté la parution du titre quand ils se sont aperçu qu'Amaury construisait d'autres imprimeries à Saint-Ouen et à Chartres, mais ils n'ont pas fait de mouvement national tout de suite, ou de mouvement parisien tout de suite.

Cantonade. – Ils auraient peut-être dû...

PL. – Ça, on ne le saura jamais... Le problème dans une action qui risque d'être longue, et on sait qu'avec Amaury les actions sont toujours longues, c'est de monter crescendo c'est d'essayer de bloquer le titre, sans mettre toutes les forces dans la bataille les premiers jours et puis d'aller progressivement dans le conflit.

Sur le côté « qui ça concerne », ça concerne effectivement tout le monde, mais enfin quand on regarde ce qu'ont signé les autres dans l'accord du 16 juin et qu'ils ont confirmé dans l'accord du 19, en gros ils ont signé pourquoi ? Pour huit personnes à Stains. C'est-à-dire que ça leur enlève 30 paquets dans leur distribution nationale, et ils ont également réussi à négocier des postes de porteurs qu'ils ont placés à la SVDP. On sent bien qu'il y a une tentative du SGL et de la fédération de mettre des syndiqués à bas salaires pour essayer de mettre la main dans la distribution, parce qu'ils sont toujours dans leur politique de nouvelle convention collective de distribution de la presse, mais qui cela concerne, on pense quand même que sur l'ensemble du *Parisien* on en touche quand même 85 ou 90 %. C'est vrai que c'est quand même les gens de PDP qui sont le plus concernés. Si demain on perd le *Parisien* à PDP, c'est pas huit emplois qu'on va perdre. Ce n'est pas quantifiable. Sans compter le chiffre d'affaires que ça va faire perdre à PDP, donc ça peut bloquer

la modernisation. Sur le *Parisien*, on pensait quand même être les premiers concernés. On n'est pas les seuls concernés sur le problème de fond, mais sur les problèmes techniques et de forme c'est quand même PDP qui était concerné.

Cantonade. – Qui sont les porteurs ?

PL. – Ce sont surtout des artisans avec des tournées qui sont sous-traitées, ils n'ont pas de convention collective sauf que sur Paris, la Fédération via le SGL a commencé à syndiquer les porteurs. On sent qu'il y a une offensive pour essayer de faire une transition entre les cartes d'ouvriers à statut vers les ouvriers sans statuts pour construire cette nouvelle convention collective de la distribution.

Que la section messageries négocie des postes de travail à la SVDP, ça ne nous dérange pas, dès l'instant où ça ne se fait pas au détriment des accords qui ont été signés. Or, en signant leur accord du 16 juin, la Coordination des quatre syndicats a mis en difficulté 500 salariés de PDP pour huit emplois qui peut-être ne seront jamais à SVDP.

Ça sera intéressant de voir ça le 15 septembre, si les huit emplois de Stains vont prendre une place à la SVDP.

Cantonade. – Le 29 juin a été signé un accord entre les NMPP et la direction du groupe Amaury. Que dit-il ?

PL. – Ça a été une surprise totale. C'était la négation de toutes les actions en justice que la direction des NMPP avait faites jusque-là. Au moment où le groupe Amaury commençait à être en difficulté, ils ont enterré la hache de guerre et ont tout cédé. C'est comme ça qu'on l'a ressenti. Ils reconnaissent que le *Parisien* est un régional et qu'ils peuvent le distribuer tout seul, et tout ce qu'ils demandent en échange c'est que *l'Equipe* et *Aujourd'hui* restent à Coopépresse. Et en même temps ils ont négocié de l'argent pour le départ du *Parisien*.

Cantonade. – Il y a eu un protocole d'accord signé le 4 juillet avec le Comité inter...

PL. – C'était le 4 juillet, pendant que les autres disaient à leurs troupes qu'ils étaient en réunion au Conseil supérieur des messageries.

On a réuni tout le monde autour de la table, Courcol, Transports presse, le président du Conseil de gérance, Sabouret, Guérin, le conseil supérieur des messageries et le représentant du gouvernement. On a redéfini des choses assez importantes, principalement sur le projet industriel. Non seulement on fait référence à l'accord du 25 juillet 2000 mais on parle du projet industriel qu'on a

signé le 22 février. Quand certains disent qu'il y a une négation de la cellule de distribution, c'est faux parce qu'on en parle aussi.

Tout le monde réaffirme qu'il faut une distribution des publications et des quotidiens ; la distribution du *Parisien* se fait dans le cadre coopératif. On pense que c'est un très bon accord, ça redéfinit tous les accords qui ont été signés avant.

Cantonade. – Ce qui est en filigrane dans ce conflit, c'est la modernisation de PDP. La direction des NMPP s'est engagée à moderniser, où en est-on ?

PL. – Pour l'instant rien n'a été fait, il n'y a que des paroles depuis un an. Au mois de juillet, ils ont essayé de faire un passage en force en faisant une déclaration qui niait tout ce qu'on avait discuté avant, en changeant les données, mais on ne voit rien arriver, aucune machine, aucun centre n'est ouvert, on n'est même pas sûr que tous les centres soient prévus. Pour l'instant on n'est même pas persuadé qu'ils ont envie de mettre en route le projet de modernisation de PDP.

Cantonade. – Vous avez l'impression qu'il y a une volonté de saboter les accords qui ont été signés ?

PL. – Il y a la volonté de ne pas le faire voir, toujours. Ils font toujours de grandes déclarations en disant qu'ils vont moderniser mais il n'y a rien qui arrive.

Cantonade. – Qu'est-ce qui est prévu si cette situation perdure ?

PL. – Le comité inter a envoyé une lettre le 3 septembre à M. de Chaisemartin, président du Conseil supérieur des messageries de presse, pour lui demander que soient réunis d'urgence les signataires de l'accord du 4 juillet dans le cadre du comité de pilotage pour aborder ce problème, pour mettre les NMPP en demeure d'avancer sur le projet industriel

Cantonade. – Dans ce conflit, j'ai de façon un peu diffuse le sentiment que le vrai adversaire n'était pas tant Courcol que la direction des NMPP. Qu'en penses-tu ?

PL. – On a eu des réunions, après le mois de juillet, avec Guérin et Terrade, le gars de la SVDP, qui nous exposé le fonctionnement de la SVDP de manière à ce qu'on puisse faire des propositions. Lors de ces réunions, où Guérin et Terrade sont venus en professionnels, ils nous ont fait un remarquable exposé, discutable, mais très professionnel, pour savoir si avec PDP et les NMPP on pouvait travailler à l'avenir. On a senti que les seuls qui ne voulaient pas travailler avec SVDP étaient les NMPP. Ils ne faisaient que